Présidence française de l'Union européenne : réussir sans arrogance

mardi 20 mai 2008, par lpe

La France prendra le 1er juillet prochain la succession de la Slovénie à la tête de l'Union européenne pour 6 mois. Un enjeu d'importance pour un pays réputé pour son arrogance, son manque de discipline… et le manque d'intérêt de ses citoyens pour le fonctionnement européen.

La France va donc s'employer, dans les mois qui viennent, à "parler d'Europe" aux français à travers diverses initiatives : sites institutionnels, conférences, actions de communication…
L'invitation de 15 journalistes français – dont le Petit économiste- à un séminaire à Bruxelles fait donc partie de cette stratégie de sensibilisation menée également par la Commission européenne.

Ce qui frappe au premier abord, quand on passe plusieurs jours à Bruxelles, c'est **le décalage qui existe entre les institutions européennes et nationales** : leur fonctionnement, leur travail ; chacun évoluant dans sa propre dimension, sans réellement tenir compte des préoccupations de l'autre.

Les enjeux européens dépassent ceux des Etats pris individuellement, et il faut bien comprendre, contrairement à ce que certains veulent nous faire croire en politique intérieure, que notre marge de manoeuvre est étroite, et faite de stratégies ou d'alliances.

Pour construire une Europe suffisamment forte, capable de négocier avec les Etats-Unis et l'Asie par exemple, nous allons devoir la considérer comme un outil de progrès, davantage que comme un mastodonte pétri de lenteurs et de dépenses outrancières. La globalisation change la donne, et l'union des Etats européens est devenue nécessaire ; encore faut-il toutefois que cette union soit productrice et non stérile !

Or l'Europe avance, que de chemin parcouru notamment depuis la mise en place de la monnaie unique ! (nous y reviendrons).

Les deux premières conférences de presse auxquelles le Petit économiste a assisté faisaient suite à la **réunion de l'Eurogroupe le 13 mai :**

La Conférence de presse de l'Eurogroupe : déclarations de **Jean Claude Juncker et Christine Lagarde.**

L'Eurogroupe, ce sont des réunions informelles des Ministres de l'économie et des finances des Etats de la zone euro. Jean Claude Juncker, Premier Ministre, et Ministre des finances luxembourgeois (à droite sur

la photo) en est le Président depuis 2005.

Le 13 mai, M. JUNCKER a déclaré :"Il n'y a pas de risques de récession en Europe, néanmoins, **l'Eurogroupe invite les partenaires sociaux à maintenir la modération salariale, n'indexant pas les salaires (secteurs privés et public) sur l'inflation, mais sur la productivité**".

Avant d'ajouter : "Il ne faut toutefois pas ignorer la perte de pouvoir d'achat par les catégories les plus sensibles. **Les gouvernements qui ont les ressources budgétaires nécessaires doivent mettre à disposition de ces catégories les instruments nécessaires**".
Une remarque qui fera sourire en France quand on connait les difficultés budgétaires de l'Etat !

Puis : "Les gouvernements ne doivent ni augmenter les prix, ni la fiscalité indirecte." et enfin "**Les dérapages des rémunérations de certains dirigeants d'entreprises sont scandaleux**, notamment concernant les parachutes dorés. L'Eurogroupe travaille à des dispositifs fiscaux pour taxer ces ressources".
Une volonté qui pourrait s'étendre en dehors de la zone euro pour une plus grande cohérence entre la rigueur demandée aux salariés et les avantages quelques fois outranciers de certains dirigeants privilégiés.

L'intervention à suivre en salle de presse française de Madame Lagarde à 22H30 le 13 mai avait pour but de **préciser les objectifs de la Présidence française à venir.**

4 objectifs principaux ont été avancés :
- l'immigration,
- la défense
- le plan énergie – climat
- la réforme de la PAC ou l'Union pour la Méditerranée

Un plan de travail ambitieux donc en seulement 6 mois (dont un mois de fermeture en août !)

Par contre, cette **Présidence française part avec un handicap : son budget** qui, annoncé avec un déficit à hauteur de 2,9% du PIB pour 2009 fait office de mauvais élève. Un avertissement devrait d'ailleurs lui être signifié officiellement la semaine prochaine.

Pour conclure sur ce sujet (d'autres articles seront mis en ligne dans les prochains jours), notons que **le budget déclaré par le Gouvernement français le 9 novembre dernier pour cette Présidence française est évalué à 190 millions d'euros**. 90 millions iront aux manifestations traditionnelles de la présidence : organisation de deux Conseils européens, neuf sommets avec les pays tiers, 35 conseils des ministre européens.
Les manifestations organisées à l'initiative propre de la France et de ses différents ministères s'élèveront à 80 millions d'euros. Quant aux 20 millions restants, ils correspondront, entre autres, aux activités de communication et aux frais de fonctionnement du secrétariat général de la présidence française… ce n'est peut être pas la meilleure façon de réconcilier les français avec l'Europe en ces temps difficiles pour beaucoup !

CR